

**Point de presse du porte-parole  
adjoint - Union  
européenne/Consultations  
citoyennes/Déplacement de Mme  
Nathalie Loiseau dans le Finistère -  
Nations unies/Déplacement de M.  
Jean-Baptiste Lemoyne - Syrie/Aide  
humanitaire/Participation de M.  
Jean-Baptiste Lemoyne à la  
conférence de Bruxelles II -  
Yémen/Attaques aériennes à Hajjah  
- Biélorussie - Bangladesh  
(Paris, 24 avril 2018)**

Au point de presse de ce jour, le porte-parole adjoint a fait les déclarations et les réponses suivantes :

1 - Union européenne - Consultations citoyennes - Déplacement de Mme Nathalie Loiseau dans le Finistère (24 avril 2018)

Mme Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes, se rend aujourd'hui dans le Finistère dans le cadre des consultations citoyennes sur l'Europe à l'invitation de la députée Liliana Tanguy, vice-présidente de la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale.

Elle y participe à deux consultations citoyennes organisées par des lycées : le matin à Quimper au lycée Chaptal (lycée technologique et professionnel qui possède une section européenne), et l'après-midi au lycée Laennec de Pont-l'Abbé (lycée d'enseignement général et technologique qui participe au programme éducatif "Ecole ambassadrice", lancé en décembre 2015 par le Parlement européen).

Les consultations citoyennes sur l'Europe, lancées en France par le président de la République à Epinal le 17 avril, se tiennent d'avril à octobre. Elles permettront à 450 millions d'Européens dans 27 pays de l'Union de répondre à la question "Quelle est votre Europe ?" et de faire des recommandations concrètes sur le fonctionnement de l'Europe.

2 - Nations unies - Déplacement de M. Jean-Baptiste Lemoyne (New York, 24 avril 2018)

M. Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, se rend à New York le 24 avril pour participer à l'événement de haut niveau de

l'assemblée générale des Nations unies sur la paix durable.

Il y rappellera l'engagement de la France en faveur de la consolidation de la paix et de la mise en oeuvre d'une paix durable, qui ne pourra être atteinte que dans le respect de la liberté et de la dignité des nations et des individus.

En marge de cet événement, M. Jean-Baptiste Lemoyne participera à une réunion organisée par la France, l'Allemagne, l'Espagne, l'Italie, le Royaume-Uni, l'Union européenne et les Etats du G5-Sahel de l'Alliance Sahel. Cette réunion permettra en particulier de rappeler la nécessité de la mobilisation internationale en faveur du Sahel et de marquer que la réponse sécuritaire, pour enrayer les causes profondes de l'instabilité, doit être accompagnée d'un effort durable en matière de développement et de gouvernance locale.

3 - Syrie - Aide humanitaire - Participation de M. Jean-Baptiste Lemoyne à la conférence de Bruxelles II (25 avril 2018)

M. Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, participera le 25 avril à Bruxelles à la conférence de Bruxelles II sur l'avenir de la Syrie et de la région.

Présidée par l'Union européenne et les Nations unies, cette conférence fait suite à celles de Londres (4 février 2016) et de Bruxelles (5 avril 2017). Elle réaffirmera le soutien de la communauté internationale à une solution politique au conflit syrien et visera à renforcer la réponse internationale aux conséquences humanitaires de la crise et le soutien aux réfugiés et pays hôtes.

La situation humanitaire en Syrie demeure dramatique. 13,1 millions de Syriens, dont 6 millions d'enfants, ont besoin d'aide humanitaire. Plus de la moitié de la population syrienne a été contrainte de quitter son foyer : 6,1 millions sont des déplacés internes et 5,6 millions sont réfugiés dans les pays voisins (Turquie, Liban, Jordanie, Irak, Egypte). L'acheminement de l'aide humanitaire continue de faire l'objet de blocages inacceptables, notamment de la part du régime.

La situation humanitaire en Syrie est une priorité de la France. M. Jean-Baptiste Lemoyne réitérera le soutien de la France au peuple syrien et aux pays voisins de la Syrie. Il rappellera notre engagement à accorder pour la période 2016-2018 200 millions d'euros de dons, en Syrie et dans les pays voisins. Il s'agit de soutenir les pays hôtes, de venir en aide à la population syrienne et de créer en Syrie les conditions d'un retour volontaire, sûr et durable des réfugiés chez eux. À cet engagement s'ajoute le programme de réponse d'urgence de 50 millions d'euros pour la Syrie annoncé le 16 avril par le président de la République. M. Jean-Baptiste Lemoyne annoncera enfin la contribution française pour la période triennale 2019-2021.

Bruxelles II est par ailleurs la troisième des conférences ministérielles de soutien à l'Etat libanais et à ses institutions annoncées pour 2018 par le président de la République lors de la réunion du groupe international de soutien pour le Liban qui s'est tenue le 8 décembre 2017.

Elle fait suite aux conférences de Rome II sur les aspects sécuritaires et à la conférence CEDRE de Paris sur les aspects économiques. La France a ouvert lors de la première une capacité d'achat de matériel militaire français, en apportant sa garantie à hauteur de 400 millions d'euros. Elle s'est engagée, lors de la seconde, à accorder 550 millions de dons de prêts concessionnels. Grâce à la conférence CEDRE, le Liban bénéficie au total d'un effet de levier de 11 milliards de dons et prêts, qui lui permettront de moderniser ses infrastructures et d'accroître la résilience de son économie.

#### 4 - Yémen - Attaques aériennes à Hajjah (22 avril 2018)

La France déplore le lourd bilan d'au moins trente personnes tuées et de nombreux blessés, des bombardements menés le 22 avril dans la région de Hajjah (nord-ouest de Sanaa).

Elle appelle toutes les parties au respect du droit international humanitaire, qui prohibe les actions militaires contre les civils et les infrastructures civiles et impose aux belligérants de prendre toutes les précautions nécessaires à cet égard dans la conduite de leurs opérations. Il incombe également aux parties de garantir un accès humanitaire sûr, complet, et sans entrave aux populations dans le besoin.

Seule une solution politique sera à même d'enrayer la poursuite de la dégradation de la situation sécuritaire et humanitaire au Yémen. Nous réitérons à cet effet notre soutien aux efforts de l'envoyé spécial des Nations unies, M. Martin Griffiths.

#### 5 - Biélorussie

Q - Cela fait trois mois aujourd'hui que l'accès au site d'information le plus lu au Bélarus, Charter97.org, est bloqué dans ce pays. RSF et d'autres organisations de défense des droits de l'Homme dénoncent un acte de censure exemplaire. Quelle est la réaction de la France ?

R - Nous regrettons la décision des autorités biélorusses de bloquer, fin janvier, l'accès au site d'information Charter97.org, principal portail indépendant du pays.

La France est attachée, partout dans le monde, au respect de la liberté de la presse et de la liberté d'opinion, notamment sur internet.

De telles restrictions aux libertés fondamentales ne vont pas dans le sens du rapprochement de la Biélorussie avec le Conseil de l'Europe et l'Union européenne.

#### 6 - Bangladesh

Q - Cinq ans après le décès de 1138 ouvriers du textile dans l'effondrement du Rana Plaza, au Bangladesh, plusieurs associations (Sherpa, Action Aid France), qui mettent en cause le

groupe Auchan, évoquent "le blocage" au "niveau" du Quai d'Orsay de la commission rogatoire internationale adressée par un juge français. Qu'en est-il de cette demande de commission rogatoire ?

R - Afin de contribuer à la manifestation de la vérité après cet épouvantable drame, les autorités françaises coopèrent activement avec les autorités judiciaires et procèdent notamment aux transmissions requises par le magistrat instructeur./.